

# **LE FRONT POPULAIRE À CANNES**

**Par L. AUNE**

"Le fascisme ne passera pas". Tel est le slogan des foules du Front populaire. Il traduit bien l'origine essentielle de ce mouvement qui fut la crainte d'un changement brutal dans les institutions politiques, l'avènement d'une droite autoritaire sous le règne de laquelle on ne disposerait plus des libertés.

Le régime, à vrai dire, ne satisfaisait guère les Français. L'antiparlementarisme n'était pas propre aux seuls mouvements de droite. A gauche on n'admire guère le Parlement, d'autant que la vénalité de certains parlementaires qui éclate au grand jour à l'occasion de trop fréquents scandales n'est pas faite pour rehausser son prestige. La droite veut un changement des institutions, encore que dans sa grande majorité elle ne soit pas fasciste, ses préférences allant plutôt à une réforme constitutionnelle qui renforcerait le pouvoir exécutif et assurerait enfin la stabilité. Elle admire, certes, Mussolini, mais cette admiration va davantage au gouvernement stable, conservateur, aux spectaculaires réalisations économiques, qu'au chef des chemises noires. Il n'empêche que cette admiration, jointe à l'espoir d'un Etat fort, inquiète la gauche qui a peur qu'un tel programme ne laisse que peu de place aux libertés. Cette inquiétude est d'autant plus justifiée qu'à coté de cette droite plus réactionnaire et traditionnelle que fasciste, des ligues d'extrême-droite aspirent ouvertement à un coup de force, leurs militants se regroupant dans des formations para-militaires: Les Camelots du Roi, de Maurice Pujo, recrutés parmi les lecteurs de l'action Française; les Jeunesses patriotes dirigées par Pierre Taittinger, conseiller municipal de Paris, collaborateur du journal "L'ami du Peuple" qui appartient au parfumeur François COTY lequel finance également la "solidarité française" de Renaud et les "Francistes" de Marcel Bucard. A cela s'ajoutent les Croix de Feu du colonel de la Roque, organisation intermédiaire entre la ligue et le mouvement d'anciens combattants. La presse de droite donne le ton, en se livrant à de vigoureuses attaques contre le régime. Plus que les quotidiens tels "Le Matin", "L'Intransigeant", "Le Journal", les hebdomadaires "Candide" et "Gringoire" se montrent les plus virulents, servis d'ailleurs par de remarquables polémistes.

Mais pour inquiétantes qu'elles fussent, les menaces de la droite n'en restaient que verbales<sup>1</sup>, et le danger fasciste n'était guère pris au sérieux jusqu'au 6 février 1934.

Il a paru intéressant d'étudier la réaction des Cannois face à ces événements, la formation et le succès du Front populaire, dans une circonscription curieuse. En effet les Cannois, à l'époque, sont peu politisés. Ils votent pour l'homme et, de plus, ont la fâcheuse réputation d'être sensibles à l'argent. En 1928, le financier Octave Momberg<sup>2</sup>, de la "Banque d'Indochine", est candidat. L'argent coule à flot, mais maladroit, Momberg sera néanmoins battu par André Capron, maire de Cannes. En 1932, Louis Louis-Dreyfus, banquier négociant et armateur, est plus habile et assure son élection contre Capron député sortant. La circonscription est littéralement à vendre. Les organisations politiques sont d'ailleurs peu importantes.

La droite n'a pas de partis organisés, les pressions électorales se faisant par l'intermédiaire du patronat et du clergé. Les associations d'anciens combattants, puissantes à l'époque, se tiennent au-dessus de la mêlée<sup>3</sup>. Les ligueurs ne sont guère nombreux et demeurent en tout cas fort discrets. Le parti radical quant à lui ne se manifeste qu'au moment des élections par la constitution de comités électoraux en liaison avec les loges maçonniques (Grand Orient, loge Ecossoise, Grande Loge de France).

---

<sup>1</sup> Le Parti communiste, dans sa revue officielle "Les cahiers du bolchevisme", estime que les diverses ligues ne comptent en 1934, que 13500 membres.

<sup>2</sup> Octave Momberg est également économiste. Il a publié plusieurs ouvrages aux éditions Grasset, "La grande injustice", 1926; "L'illusoire richesse" 1927; "Le Financier dans la cité" 1928.

<sup>3</sup> Lors d'élections municipales antérieures, les anciens combattants imposent quatre de leurs membres sur toutes les listes en présence, assurant ainsi leur représentation au sein du conseil municipal par ceux qui la rumeur publique n'appela plus que "les quatre de l'infanterie".

Le Parti communiste, plus ou moins clandestin, est en 1934, l'organisation la plus active. Il compte à Cannes une centaine de militants dévoués. Son action est importante dans le milieu ouvrier, parmi les chômeurs et les émigrés antifascistes. La section de Cannes du parti socialiste compte en 1934 exactement 35 membres. Les adhérents et sympathisants se recrutent chez les ouvriers, mais surtout chez les employés et les fonctionnaires.

La période 1920-1930 avait amené pour la Côte d'azur et pour Cannes en particulier un renouveau économique. Sous l'impulsion d'Eugène Cornuche, directeur des Casinos de Cannes et de Deauville, les saisons d'hiver sont prospères, sans avoir l'ampleur de celles d'avant-guerre. A la pleine saison, de Noël à Pâques, la centaine d'hôtels que compte la ville affiche "complet". Les jeux du Casino sont également florissants, Citroën faisant au baccara des "différences" spectaculaires. Les rois de l'industrie ont alors remplacé princes et grands ducs. Parallèlement, le bâtiment est en plein essor. On construit beaucoup, villas, immeubles de rapport, hôtels<sup>4</sup>. En 1928, le conseiller municipal Bret lance l'idée d'une saison d'été "Cannes-bains de mer" et propose la construction d'un casino d'été à pointe de la Croisette. Bien que cet emplacement fût loin de faire l'unanimité au moment de sa construction, le casino d'été, le Palm Beach actuel, est néanmoins inauguré le 5 avril 1929.

C'est à partir de 1931 que le marasme s'installe à Cannes, à la suite de la grande crise américaine de 1929 et de ses répercussions européennes. Le nombre des hivernants diminue, entre autre les touristes britanniques, entraînant le chômage dans l'hôtellerie, et aussi dans le bâtiment. Les deux branches essentielles de l'activité cannoise sont durement touchées, ainsi que le commerce de luxe. Le nombre des Chômeurs est tel que la municipalité doit créer des allocations de chômage et ouvrir des chantiers municipaux pour occuper une partie des chômeurs à des travaux de voirie.

C'est dans ce contexte économique qu'est connue l'"affaire Stavisky".

**I.- L'AFFAIRE STAVISKY ET SES CONSEQUENCES** à travers la presse cannoise.

La Côte d'Azur possède à l'époque deux grands quotidiens "L'Eclaireur du Sud-Est", et "Le Petit Niçois". Organe franchement à droite, proche des ligues, l'Eclaireur profite du scandale du Crédit municipal de Bayonne pour pousser une charge à fond contre le régime, et dès le 2 janvier 1934 attaque "les écumeurs de l'épargne", "...les coquins qui aujourd'hui n'ont même plus besoin d'exhiber de bons sentiments pour jouir à peine sortis de prison des faveurs privées et officielles... Stavisky est plus qu'un homme, Stavisky est un symbole, un triste symbole".

Pendant tout le mois de janvier, la virulence des articles ne se dément pas. On parle du "plus beau scandale depuis Panama"<sup>5</sup>, du formidable scandale du crédit dans lequel "le bon public a le sentiment qu'on le trompe, qu'on lui cache les faits les plus importants et il est certain que l'in vraisemblable facilité avec laquelle Stavisky a pu commettre pour des centaines de millions d'escroquerie autorise les suppositions les plus hasardeuses et tous les soupçons". Et on conclut "il y a quelque chose de pourri dans notre république".<sup>6</sup>

Le Petit Niçois est considéré comme un journal de tendance radicale, mais d'un radicalisme très modéré. Il se montre plus évasif, et s'il évoque, bien sûr, "l'étonnante affaire du crédit municipal de Bayonne, il essaie de minimiser la chose et bien entendu ne crie pas à la corruption. Très vite "l'affaire" passe au second plan de l'actualité, le match de coupe de France de football Nice-Cannes qui voit les Cannois l'emporter par 3 à 0, prenant même la première place le 8 janvier. Le 10 on apprend la mort de Stavisky dans les circonstances mystérieuses que l'on connaît. Le Petit Niçois cite les faits, sans se livrer à des commentaires.

---

<sup>4</sup> C'est vers 1926 que furent construits, par exemple, le Miramar et le Martinez.

<sup>5</sup> l'Eclaireur 4 janvier 34

<sup>6</sup> l'Eclaireur 9 janvier 34

L'Eclaireur, par un article signé Georges Avril tonne: "C'en est ASSEZ ! "Un redressement moral est désormais aussi urgent qu'un redressement financier. Que ceux qui sont aux postes de commande, que ceux qui occupent les avenues du pouvoir s'appliquent à le réaliser sans retard comme sans faiblesse. Sinon, impérieusement réclamé par conscience publique, il pourrait bien s'opérer sans eux c'est-à-dire contre eux ".<sup>7</sup>

A Paris, les ligues de droite manifestent contre le régime, des bagarres éclatent autour du Palais-Bourbon. L'Eclaireur commente complaisamment ces premières émeutes<sup>8</sup>. Le Petit Niçois prend alors carrément parti pour le gouvernement formé dans sa grande majorité de radicaux: "Les esprits sont apaisés, l'atmosphère assainie, la situation nette. Le talent et le caractère de M. Chautemps, en évitant que le scandale Stavisky n'entraîne le gâchis parlementaire auront épargné à la France une pénible épreuve".<sup>9</sup> C'est cependant se réjouir trop tôt, et prendre ses désirs pour des réalités que cette volonté de calmer l'opinion en minimisant l'affaire. Le cabinet Chautemps n'a rien éclairci du tout, trop de parlementaires semblent impliqués dans les scandales; des émeutes sporadiques continuent et Chautemps excédé démissionne. L'Eclaireur s'en réjouit. Le 28 janvier en première page, sur cinq colonnes s'étale la nouvelle en gros caractères: "Le cabinet Chautemps a démissionné". Maurevert signe un article de choc: "Les manifestations qui ont eu lieu à Paris ne sont que l'expression tangible de la colère du peuple français devant un état de choses qui passe les limites du dégoût. Les bonnes gens qui conspuent un parlement tâchant de couvrir de son autorité les cyniques comportements de quelques immondes affairistes ont l'approbation de l'immense majorité du pays. On ne dit pas encore que tous les parlementaires sont des canailles, mais on commence à croire que trop de canailles siègent au Parlement; et l'on attend avec angoisse les hommes de courage qui chasseront cette tourbe puante de bas malfaiteurs, par les crimes desquels notre pauvre et glorieuse France est en ce moment discréditée dans le monde entier"<sup>10</sup>.

Fin janvier, Daladier forme le nouveau gouvernement; il a l'appui des socialistes et pour rétablir l'ordre dans la rue il renvoie le préfet de police de Paris, Chiappe, qui passait pour titre trop indulgent à l'égard des ligueurs. La famille radicale s'en réjouit: "en quelques jours Daladier a mis tous les torts du côté des adversaires de la république et a regroupé toutes les forces de la démocratie. Nous le vérifierons demain à l'occasion de la réunion des chambres"<sup>11</sup>. Le Carnaval a d'ailleurs pris la vedette dans les journaux où l'on commente à l'envi les diverses manifestations. L'Eclaireur, cependant, en pages intérieures, critique le nouveau gouvernement: " M. Daladier en commettant une mauvaise action a commis une action maladroite. En faisant avec les socialistes le marché le plus vil, M.Daladier s'est suicidé. Il s'est rangé du coté des étouffeurs contre ceux qui réclament la lumière. L'écroulement de M. Daladier nous paraît irrémédiable, même si Léon Blum sauve son gouvernement re plâtré en lui accordant son coûteux et compromettant suffrage".<sup>12</sup> Tout le monde en tout cas attelle la rentrée du Parlement, et le 6 février le Petit Niçois annonce "qu'aujourd'hui une importante journée se prépare". Effectivement, une grave journée se prépare, mais dans un tout autre sens que celui imaginé par la feuille radicale. Le 6 février, en effet, pour protester contre le limogeage de Chiappe, les ligueurs de droite descendent dans la rue et marchent sur le Palais Bourbon. S'agit-il vraiment d'une tentative de coup d'Etat, ne veut-on pas plutôt provoquer la chute du ministère ? La gauche en tout cas croit au coup d'Etat, juge que la République est menacée, et lance une contre-manifestation. Paris vit une

---

<sup>7</sup> le Petit Niçois, 4 janvier 34

<sup>8</sup> Eclaireur, 10 janvier 34

<sup>9</sup> Eclaireur, 13 janvier 34

<sup>10</sup> Eclaireur, 13 janvier 34

<sup>11</sup> Eclaireur, 29 janvier 34

<sup>12</sup> Eclaireur, 4 février 34

nuit d'émeute, et le bilan sera sanglant: 20 morts et 700 blessés.

Le petit Niçois commente tristement les événements, et annonce que "Paris a connu hier au soir les heures les plus graves de la Troisième République. Les manifestations par suite d'éléments fascistes ou suspects ont dégénéré de véritables émeutes."<sup>13</sup>

L'Eclaireur prend parti pour les manifestants et se réjouit de cette journée digne de la réputation révolutionnaire de la capitale: "Paris a été hier au soir et cette nuit le théâtre de violentes manifestations. Il y aurait une vingtaine de morts et 700 blessés. Il y a de tout dans cette foule. C'est le peuple de Paris qui manifeste"<sup>14</sup>. Quand Daladier démissionne, l'Eclaireur triomphe: "Devant l'indignation de Paris et de la France entière le cabinet Daladier a démissionné. Le peuple français honnête et sain, conscient de la grandeur de la patrie, du rôle de la France dans le monde s'est révolté contre un gouvernement même de l'esprit de parti le plus sectaire et le plus virulent"<sup>15</sup>.

A cette date, le conseil municipal de Cannes vote une motion et télégraphie à Paris pour "adresser à la ville de Paris et aux familles des victimes l'expression de ses condoléances et de sa sympathie"<sup>16</sup>. En même temps les ligueurs cannois jusque-là discrets se montrent au grand jour. Cinquante Croix de Feu vont déposer une gerbe au monument aux morts dans l'ordre le plus parfait et dans le plus profond silence pour marquer leur désir d'ordre et de discipline en face des événements présents.<sup>17</sup>

De nouveau le Carnaval reprend la tête de l'actualité pour Mardi-gras, tandis que partout en France la gauche s'organise et entend répondre à ce qu'elle croit être une tentative de coup d'état. Partout des manifestations se trament, une journée de grève est décidée pour le 12 février. Ce jour-là, à Cannes, les organisations de gauche unies dans la peur et la haine du fascisme réussissent une puissante journée d'unité d'action. La grève est générale et jamais on n'avait vu cela de mémoire de Cannois. Défilés, meetings se succèdent. Peu à peu le Cannois prend conscience des forces politiques. L'inerte, journal publié par la fédération départementale du parti socialiste dénonce le complot fasciste; communistes, radicaux impriment des tracts. La Ligue des droits de l'homme dont le leader n'est autre qu'Emile Garino, tête de file des militants socialistes répand sa feuille quotidienne d'informations et multiplie les propos antifascistes: "Les bandes de l'Action Française et des jeunesses patriotes fanatisées par d'abominables excitateurs et appuyées par les Croix de Feu sont seules responsables, devant la conscience humaine, de la tuerie du 6 février.... à côté des royalistes et des fascistes qui ont voulu instaurer en France à coups de revolver un régime hitlérien, il y a des milliers de braves gens qui ont voulu et qui ont cru manifester pour la probité contre les voleurs. A ces braves gens la Ligue des Droits de l'homme crie: "on vous a trompés".<sup>18</sup> Partout la gauche gagne des sympathisants, parmi les agriculteurs et horticulteurs durement frappés par la crise, parmi les chômeurs du bâtiment et de l'hôtellerie parmi les employés et les fonctionnaires dont la situation ne fait que s'aggraver.

A droite on s'inquiète. Ybarnegaray vient faire sur la Côte un cycle de conférences dans lesquelles "il repousse la thèse du complot fasciste que les partis de gauche tentent vainement d'accréditer. Il dénonce le véritable complot du cartel des gauches décidé à tout pour conserver le pouvoir. Il dénonce l'action mauvaise des Francs-Maçons contre les deux grandes forces spirituelles de la France, la foi et le culte de la Patrie"<sup>19</sup>. La ligue antimaçonnique se crée au mois d'avril et publie le premier numéro de son journal dans lequel elle déclare: "La franc-maçonnerie mène la France à sa ruine. Le pays ne sera entièrement

---

<sup>13</sup> le Petit Niçois 7 février 34

<sup>14</sup> Eclaireur 7 février 34

<sup>15</sup> Eclaireur 8 février 34

<sup>16</sup> Eclaireur 8 février 34

<sup>17</sup> Eclaireur 9 février 34

<sup>18</sup> La Ligue Informations 8 mars 1934

<sup>19</sup> Eclaireur 22 mars 34

sauvé que le jour où cette secte néfaste aura disparu... Riche déjà de nombreux adhérents, la ligue antimaçonnique de Nice et du Sud-Est lance un appel à tous les honnêtes gens, à tous les bons Français, pour venir grossir ses effectifs et lui permettre de gagner la bataille."<sup>20</sup> Le 13 juin, les Croix de Feu organisent une grande réunion à Cannes. Des centaines de manifestants, antifascistes descendent dans la rue: radicaux, socialistes, communistes, émigrés italiens, membres de la ligue des droits de l'homme. De violentes bagarres éclatent, mettant aux prises les manifestants avec les Croix de Feu et la police. Poussés, ils élèvent des barricades et empêchent le déroulement de la réunion des hommes de De La Roque. Jamais on n'avait vu cela à Cannes, l'Eclaireur et Petit Niçois relatent l'évènement, le premier stigmatisant l'action des "suppôts de Moscou", le second se réjouissant de ce sursaut de la population cannoise.

Puis les passions se calment, du moins en apparence. En juillet, le tour de France cycliste occupe les esprits, surtout le 16 où il s'installe en première page des journaux avec la victoire à l'étape de Cannes du populaire René Vietto, l'enfant du pays La fin de l'année et toute l'année 35 se passent dans la préparation des prochaines élections législatives. Tacitement, une trêve a lieu sous le gouvernement de l'ancien président de la République Gaston Doumergue rappelé à la présidence du Conseil pour tenter de faire un gouvernement d'union nationale. Doumergue s'en ira d'ailleurs, le parlement lui refusant toute réforme constitutionnelle. Sous les cabinets Flandin, Laval, Sarraut la vie publique reste calme. C'est en coulisse qu'elle devient importante, les états-majors des grands partis de gauche essayant de bâtir une union électorale, tout comme la masse des hommes de gauche s'est trouvée spontanément unie au lendemain des évènements de février. C'est en cela que l'on peut dire que le 6 février 34 constitue l'acte de naissance du Front populaire. Fin 35 l'accord est réalisé; c'est un cartel élargi par la participation du parti communiste. On rejette l'idée d'une candidature commune, mais au second tour le candidat le mieux placé restera seul en lice. A droite, pour lutter contre ce front commun, on essaie de bâtir une union nationale,

Dans les premiers mois de l'année 36, l'activité est fébrile; L'alerte, organe de la S.F.I.O., se voit aider dans son inlassable campagne antifasciste par une nouvelle feuille hebdomadaire, "Le Cri des Travailleurs des Alpes-Maritimes", "organe de la région communiste du Sud-Est". Le premier numéro paraît le 14 janvier 1936 et débute par une profession de foi: "Le Cri est la tribune où le prolétariat du département clamera sa haine de tous les régimes d'oppression et de famine, et où il lancera son cri de ralliement d'un immense Front populaire, pour la Paix, du Pain et la Liberté". Le Petit Niçois ne resta pas en arrière et "entend servir avec efficacité jusqu'aux plus humbles artisans de la prospérité de cette Côte d'Azur, se percher sur toutes les aspirations du peuple, être son défenseur, son porte-parole..."<sup>21</sup>. L'Alerte, comme le Cri, schématise la future campagne électorale, en présentant, un affrontement fascisme-front populaire, au terme duquel le fascisme sera écrasé. Le 14 juillet 36 est l'occasion pour "le Cri des travailleurs" d'exalter les souvenirs de 1789. On relate les principales dates de la Révolution, on imprime même la version intégrale de "La Carmagnole".

L'Eclaireur devant ce regain d'activité de la gauche durcit encore sa position après avoir mentionné que "l'anniversaire du 6 février s'est déroulé dans le calme et le recueillement"<sup>22</sup>. Il attaque violemment la figure de proue du Front populaire "Blum le périmé" et déclare: "Ce n'est pas le Front populaire qui accomplira la régénération, mais peut-être un socialisme français, celui qui balayera le marxisme internationaliste et reviendra à notre vraie tradition de réforme sociale et nationale, tricolore et non torcho-rougeaude"<sup>23</sup>. On fait également l'apologie de Déat, Marquet, Doriot, hommes qui combinent "socialisme et

---

<sup>20</sup> La Ligue anti-maçonnique de Nice et de Provence, avril 34

<sup>21</sup> Petit Niçois 1er janvier 36

<sup>22</sup> Eclaireur 7 février 36

<sup>23</sup> Eclaireur 30 janvier 36

sens de la Nation". D'ailleurs, comment le Front populaire peut-il prétendre diriger la république, lui qui établit un programme en ramassant communistes, socialistes de toute obédience, et radicaux socialistes?"<sup>25</sup>. Quant redressement intérieur et extérieur il est indispensable, et les remèdes sont simples: " Il nous faudrait abandonner Genève. Fausse sécurité, institution incapable de garantir la paix et oui bientôt devra disposer d'elle-même. Il nous faudrait abandonner l'alliance soviétique, il nous faudrait supprimer les sanctions à l'Italie et obtenir une alliance franco-italienne"<sup>26</sup>. Pour l'Eclaireur, l'alliance des trois partis de gauche est un danger mortel. Pour conditionner, le lecteur, on multiplie des articles sur la guerre d'Espagne, abondamment illustrés, les documents photographiques montrant par exemple le sac d'un couvent- l'incendie d'une église, choses propres à faire comprendre les méfaits du "Frente popular" espagnol et par-là même du front populaire en général <sup>27</sup>.

Parallèlement, le Petit Niçois mène une vigoureuse campagne contre l'Italie fasciste et prend fait et cause pour l'Ethiopie agressée par les armées du Duce. D'ailleurs dès le début de l'année 36, le Petit Niçois a été interdit en Italie à cause de ses attaques répétées contre le régime mussolinien.

C'est dans ce contexte politique que va s'ouvrir la campagne électorale, alors que la situation économique se détériore de plus en plus. Les décrets-lois de déflation de 1935 sont pour la gauche une occasion supplémentaire de serrer les rangs en stigmatisant "les décrets de misère", encore qu'à long terme ils se révéleront des plus bénéfiques.

## II. LA CAMPAGNE ELECTORALE.

La campagne électorale s'ouvre le 6 avril 1936. L'Eclaireur axe les élections sur le péril communiste: "a Nice, sur la Côte d'azur, davantage que partout ailleurs, il faut à tout prix barrer la route au communisme et à son succédané à peine dissimulé, le front commun. Il ne faut pas rééditer l'exemple malheureux d'une petite station balnéaire de la Côte dans un département voisin où l'élection d'un maire communiste a fait la ruine touristique de la ville"<sup>28</sup>. D'une manière générale "il faut voter contre le drapeau rouge"<sup>29</sup>.

La circonscription de Cannes était solidement tenue par Louis Louis-Dreyfus. Dès le début de l'année, socialistes, communistes et radicaux attaquent Dreyfus, qui, en principe, doit se représenter. Le parti radical, à l'occasion des futures élections fait paraître "La Relève", organe des jeunesses radicales socialistes et s'en prend au député local: "La Relève favorise tous les ennemis de Dreyfus, à quelque parti et à quelque confession qu'ils appartiennent... . Nous porterons tous nos efforts à combattre la dictature de l'argent que prétend nous imposer le Roi du blé, de la banque et de "L'Intran". Il se moque bien de vous Cannois, antibois, Vallauriens. L'essentiel pour lui est d'être député..."<sup>30</sup>.

Le 15, c'est la surprise, Dreyfus annonce qu'il ne sera pas candidat "car, dit-il, je crois pouvoir en dehors de la Chambre fournir un concours plus utile dans le domaine économique par l'animation d'un grand organe de presse dévoué à la défense de l'esprit français"<sup>34</sup>. En réalité, Louis Louis-Dreyfus songe à se faire élire sénateur des Alpes-Maritimes. Son élection étant quasiment assurée, il abandonne son fauteuil au Palais Bourbon, préférant une élection moins onéreuse et plus sûre qui le conduira sans risque au palais du Luxembourg.

L'Eclaireur regrette cette décision: "La nouvelle du retrait de la candidature de Louis Dreyfus nous a tous peiné. Ce n'est pas une lettre de désistement, c'est une proclamation de

---

<sup>25</sup> Eclaireur 29 janvier 36

<sup>26</sup> Eclaireur 26 janvier 36

<sup>27</sup> Eclaireur 28 mars 36

<sup>28</sup> Eclaireur 6 avril 36

<sup>29</sup> Eclaireur 13 avril 36

<sup>30</sup> La Relève février 1936, n°5

<sup>34</sup> Eclaireur 16 avril 36

foi"<sup>35</sup>. Curieusement, le Petit Niçois émet un jugement identique: "C'est avec regret que nous apprenons que M. Louis Dreyfus député de Cannes-Antibes renonce à son mandat"<sup>36</sup>. Cette attitude est pour le moins bizarre pour un journal qui théoriquement a pris position en faveur du Front populaire. Mais nous ne sommes pas au bout de nos surprises avec le Petit Niçois.

Incontestablement, le retrait de Dreyfus désoriente l'électorat, et crée un vide politique. Que va faire l'électorat Cannois, jusqu'alors versatile, habitué à se vendre au plus offrant? La droite va-t-elle susciter une candidature extérieure qui aura soin d'ouvrir son portefeuille? Va-t-elle tenter une candidature locale d'union nationale? La gauche en tout cas peut profiter du désarroi de la droite, et utilisant le renoncement de Dreyfus, a une belle carte à jouer.

Le 19 avril on connaît la liste des candidats pour la seconde circonscription de Grasse.

Le Front populaire présente trois candidats: Henri POURTALET, horticulteur, communiste, André CAYATTE, avocat, radical socialiste, Emile GARINO, professeur SFIO

A ces trois candidats, on peut ajouter Henri BLUM, propriétaire, qui adopte l'étiquette d'indépendant de gauche.

Les candidatures de droite sont multiples:

René RAMBAUVILLE, fonctionnaire colonial en retraite, républicain socialiste, Roger MARQUANT, républicain, Pascal MAESTRONI, directeur de "L'Opinion du Sud-Est: journal d'annonces, républicain indépendant, Christian SCNEIDER, publiciste, Progrès social, Pierre CHARPENTIER, avocat, républicain d'union nationale, Paul PROTAIS, propriétaire, républicain indépendant Marc SERVELLE, commerçant, candidat indépendant, Jacques MEINIER, industriel, républicain radical indépendant, Albert THIERRY, horticulteur, républicain national Henri KASTNER, dit KNER, sans étiquette.

La candidature de Maurice JEANPIERRE, avocat, adoptant l'étiquette "d'union républicaine économique et sociale", et celle de Georges LILLAZ, commerçant, se présentant comme "républicain de gauche", sont plus difficiles à placer sur l'échiquier politique. On peut cependant les considérer tous deux à la fois contre le Front populaire et contre la droite, plus près cependant du Front populaire.

Au total 17 candidatures. La plus curieuse est celle de KASTNER qui se fait appeler KNER, et dont la proclamation de foi est des plus savoureuses:

"Vous ne me connaissez pas et je me présente à vous sans comité de patronage. Je me présente seul. L'homme qui ne demande pas d'aide et ne reçoit aucun appui doit être fort. Ne comptant que sur lui, il est le maître de son destin. Si j'agis ainsi, c'est qu'il est nécessaire que ce que j'ai à dire soit dit. Tous les candidats passés et présents sont pleins de bonne volonté. C'est insuffisant. Nous avons été conduits par des aveugles et aujourd'hui à la veille d'événements redoutables nous sommes au bord de l'abîme. Électeur, il te faut choisir des Etres qui connaissent le Passé le Présent et surtout l'Avenir. Tout est dans Tout. Le Futur est visible pour certains initiés doués de clairvoyance. Si un homme averti en vaut deux, ces hommes qui existent en valent cent.. On continue sur ce thème et on conclut: "Peuple de France, crois moi, vote pour des Etres qui savent et qui veulent. Je n'ai fait acte de candidat que pour te faire connaître ces choses, car je sais que je ne serai pas élu" et on signe:

"KNER, astrologue, radiesthésiste, officier de l'instruction publique du Nicham et du Midjidié.

En réalité, la lutte se circonscrit entre deux groupes. D'une part, les trois candidats du Front populaire, Cayatte, qui vient de Paris, appelé par le parti radical, Pourtalet, jeune cadre du parti communiste azuréen auquel son parti ne croit guère, la circonscription étant considérée comme peu favorable, et enfin Emile Garino, une des figures les plus populaires de Cannes professeur au Lycée Carnot, ancien conseiller municipal, président de la Ligue des

---

<sup>35</sup> Eclairneur 16 avril 36

<sup>36</sup> Petit Niçois 16 avril 36



Droits de l'Homme, figure de proue de la section locale du parti socialiste. Déjà candidat malheureux en 1928 contre Momberg, et en 1932 contre Louis Dreyfus, Garino est le chef de file des candidats du Front populaire et l'on considère généralement dans les états-majors des trois partis qu'il a le plus de chance d'arriver en tête des candidats de gauche. Il est servi en plus par la remarquable activité de la section socialiste cannoise forte alors d'une centaine de militants<sup>37</sup>. A droite, seuls Meinier et Thierry sont des adversaires sérieux, les autres dès le départ de la campagne électorale étant voués à faire de la figuration. Jeanpierre et Lillaz ont également un rôle à jouer. Leur élection ne paraît guère possible mais ils sont capables de réunir sur leur nom de nombreux suffrages, et par-là même, d'enlever des voix qui en leur absence se reporteraient certainement ailleurs.

Le 20 avril cependant, Lillaz se retire "en raison de la multiplicité des candidatures, pour éviter une diversion néfaste". Les termes de cette annonce de retrait, citée complaisamment par l'Eclaireur<sup>38</sup>, sont ambigus, et ne disent pas clairement où vont les sympathies de Lillaz. Le 21, Blum retire également sa candidature.

L'Eclaireur fait campagne sans mystère pour Thierry et Meinier dont il célèbre les mérites: "Grand mutilé, vaillant soldat, grand capitaine d'industrie, conscient du rôle social que lui impose sa situation, fanatique de notre Cote d'azur dont il est depuis la naissance l'enfant d'adoption, Jacques Meinier sera le digne représentant de la magnifique circonscription de Cannes-Antibes."<sup>39</sup>. Plusieurs articles sont consacrés également aux réalisations sociales des usines Meinier à Noisiel<sup>40</sup>. Thierry bénéficie également d'articles bienveillants, cependant que les candidats du Front populaire sont traînés dans la boue. Le Petit Niçois soutient ouvertement Cayatte et Garino. Il note avec satisfaction "les magnifiques réunions" que tient Cayatte et trace un portrait flatteur du candidat socialiste: "Partout M.E.Garino qui depuis toujours milite avec ferveur dans les rangs républicains et dont la conduite inspire une légitime confiance à chacun reçoit l'accueil le plus chaleureux"<sup>41</sup>. "Dans toutes les communes qu'il s'est fait un devoir de visiter, M. Garino s'est cordialement entretenu avec les maires et les élus des municipalités sur les grandes questions d'intérêt local. La parfaite connaissance des besoins des localités rend aisée cette tâche qu'il a entreprise avec le concours d'un très grand nombre d'amis. Ceux-ci lui sont reconnaissants d'avoir depuis plus de quinze ans remplis à la satisfaction de toutes les importantes fonctions de président de la section de Cannes et de la Fédération des Alpes-Maritimes de la Ligue des Droits de l'homme. A la mairie de Cannes où il remplit les fonctions d'adjoint au maire, M. Garino s'est appliqué à défendre les intérêts généraux de cette ville où il s'est particulièrement intéressé aux œuvres sociales. Originaire de ce département dont il connaît tous les besoins, M. Garino est un candidat particulièrement désigné pour prendre en mains la défense des intérêts de la circonscription Cannes-Antibes"<sup>42</sup>. Les réunions communistes par contre ne sont que signalées, et les comptes-rendus de celles qu'organise Pourtalet ne font l'objet que de très courts entrefilets mentionnant seulement le jour, le lieu et l'heure de la manifestation. Incontestablement le Petit Niçois, quoique d'obédience radicale, ne joua le jeu du Front populaire qu'à contrecœur. Les élogieux articles qu'il consacre à Jean Médecin et à Baréty, candidats à Nice et hommes du centre droit, en sont une preuve supplémentaire.

A la veille du scrutin, les journaux lancent un dernier appel: "Votez contre les révolutionnaires, les amis de Moscou et leurs alliés. Votez pour la Paix, le Pain et la Liberté, en votant contre le Front commun"<sup>43</sup>.

---

<sup>37</sup> Elle en comptait 35 en 1936, et elle en aura 600 après les élections.

<sup>38</sup> Eclaireur 20 avril.

<sup>39</sup> Eclaireur 21 avril.

<sup>40</sup> Eclaireur 24 avril.

<sup>41</sup> Petit Niçois 16 avril

<sup>42</sup> Petit Niçois 18 avril

<sup>43</sup> Eclaireur 25 avril.

"Ne donnez votre suffrage qu'à des candidats attachés au progrès social, à la défense de la république et des libertés démocratiques, qu'à des candidats décidés à faire l'union des Français pour consolider le régime, non pas en détruisant les richesses, mais en veillant à leur meilleure distribution, à sauvegarder la paix. Si par malheur, faute d'une vigoureuse discipline populaire le fascisme devait réussir par les urnes à neutraliser la suprême volonté des électeurs, il en résulterait une confusion, une impossibilité de gouverner aux conséquences incalculables. Electeurs, votez pour des hommes de gauche. Faites bloc sur leur nom"<sup>44</sup>. "L'Alerte", "Le Cri des Travailleurs" et "La Relève" sont distribués par centaines, les tracts, les affiches se sont multipliés. Le dimanche 26 avril le peuple va trancher.

### III. LES RESULTATS ELECTORAUX.

#### 1/ Le premier tour.

Sur 22.518 inscrits dans la circonscription, il y a 17.045 Votants, soit 24,3% d'abstentions, pourcentage somme toute élevé si l'on considère les passions qui se sont déchaînées pendant la campagne électorale. Au total nous avons 16.639 suffrages exprimés. Le verdict électoral a éliminé une partie des candidats. Le mage Kner n'obtient que 6 voix, tout comme Servelle. Marquand en récolte 33, Protais 417, Maestroni 124. Charpentier, Rembauville Schneider n'obtiennent aucune voix, et font également partie du lot des candidats qui auraient mieux fait de ne pas descendre dans l'arène politique. Par contre Lillaz qui ne se présentait pas totalise 56 suffrages. Six candidats, comme prévu, se partagent l'essentiel des votes: les candidats du Front populaire sont battus: Pourtalet se classe troisième avec 2873 voix; Garino arrive au quatrième rang avec 2755 voix, tandis que les 1840 voix de Cayatte l'amènent en sixième position. Au total, le Front populaire totalise 7468 suffrages.

Thierry arrive largement en tête avec 3484 voix. Il a battu tous les candidats de la gauche, et devance également Meinier et ses 2966 voix. L'union nationale regroupe ainsi 6450 suffrages.

	Meinier	Jean-Pierre	Cayatte	Garino	Thierry	Pourtalet	Protais	Maestroni
Cannes	1707	1225	765	1637	1726	1198	262	80
Le Cannet	185	364	78	221	145	250	42	8
Mandelieu	57	58	20	106	85	47	4	1
Mouans-Sartx	30	11	28	90	23	42	10	..
Mougins	31	32	35	106	66	110	17	2
La Roque	16	11	10	14	22	37	13	..
Antibes	565	95	716	350	1071	558	27	21
Vallauris	249	65	151	160	266	578	13	8
Biot	27	1	49	49	57	42	29	1
Théoule	21	21	2	22	23	11	..	1
	2966	1390	1840	2755	3484	2873	417	124
	34,2%	20,6%	21,2%	31,8%	40,2%	33,1%	4,8%	1,4%

Servelle obtient 6 voix, 1 au Cannet, 5 à Antibes, Kastner obtient 6 voix, 1 à Cannes, 5 à Vallauris, Marquand 38, 18 à Cannes, 14 à Antibes, 1 à Vallauris, Lillaz 69, 58 à Cannes, 8 au Cannet, 2 à Biot et 1 à Mandelieu.

<sup>44</sup> Petit Niçois 25 avril

Jeanpierre totalise 1840 voix et d'ores et déjà se pose en arbitre du second tour, car il y a ballottage.

Cannes a donné 3600 voix au Front populaire, l'Union nationale en récoltant 3433, Thierry arrivant d'ailleurs en tête avec 1726 voix. Avec les voix de Jeanpierre, Protais, Maestroni et Lillaz, l'opposition au Front populaire est écrasante: 5864 voix.

Antibes a voté à droite: Meinier 565 suffrages, Thierry 1071, soit 1636 à eux deux, 1779 avec les voix des autres opposants à la gauche, le Front populaire l'emportant cependant au total avec 1830 voix.

	Inscrits	Votants	Suffrages exprimés
CANNES	11.595	9.261	8.653
LE CANNET	1.699	1.412	1.302
MANDELIEU	515	424	379
MOUANS-Sx	363	271	234
MOUGINS	668	512	455
LA ROQUET.	163	133	123
THEOULE	126	106	101
ANTIBES	4.938	3.073	3.628
VALLAURIS	2.122	1.592	1.497
BIOT	329	261	257
	22.518	17.045	16.639

Nuls: 406 - Abstentions: 5.473

Vallauris a voté à gauche, donnant 889 voix au Front populaire, 602 à la droite, tandis que le Cannet a donné le plus grand nombre de ses suffrages à l'Union nationale ou à des adversaires du Front populaire. Des trois concurrents de ce dernier, André Cayatte se classe dernier presque partout, devancé par Garino et Pourtalet, sauf au Cannet où il bat dans l'ordre le candidat SFIO et le candidat communiste. Sans doute faut-il expliquer cet échec par le caractère étranger de cette candidature, Garino et Pourtalet étant du pays, et puis très certainement aussi par la perte de vitesse du parti radical trop compromis dans les récents scandales.

Garino et Pourtalet sont quasiment à égalité. Garino devance cinq fois son adversaire et allié, à Cannes où il gagne 439 voix, à Mandelieu, Mouans-Sartoux, Biot et Théoule. Pourtalet le devance également à cinq reprises, au Cannet, à Mougins, à La Roquette, à Antibes, où il l'emporte de 402 voix, et surtout à Vallauris qui lui donne 418 voix d'avance. Antibes et Vallauris font la différence et installent Pourtalet en tête des candidats du Front Populaire, de très peu il est vrai, avec 118 voix d'avance sur Garino. C'est la surprise dans les milieux de la gauche, où l'on s'attendait, à l'issue du premier tour, à voir le candidat socialiste l'emporter. Le succès de Pourtalet, pour surprenant qu'il soit, s'explique: Pourtalet est très connu chez les agriculteurs de la circonscription, durement frappés depuis plus de trois ans par la crise économique. Les militants communistes, aidés par les émigrés antifascistes ont fait un énorme travail de propagande. Leurs efforts sont couronnés de succès à Cannes, où la plupart des chômeurs votent communiste, réduisant ainsi l'avance du socialiste que l'on s'accordait à prévoir substantielle, à Antibes où Pourtalet est populaire parmi les horticulteurs et surtout à Vallauris, base communiste ancienne, avec les ouvriers de la poterie. Logiquement Pourtalet sera donc seul candidat du Front populaire au second tour. Il peut compter sur un total de 7468 voix.

Meinier doit normalement se désister en faveur de Thierry ce qui assure au colonel horticulteur 6450 voix, 7110 si on lui accorde, comme cela paraît logique, les scores de Protais, Maestroni, Lillaz. Malgré tout, ce total n'est pas suffisant pour battre le candidat unique de la gauche, Un peut cependant penser que la gauche a fait le plein de ses voix dès le premier tour: sans doute une bonne partie des abstentionnistes du premier tour entrera en lice au second, et en principe pas pour voter communiste. Et puis subsiste le cas Jeanpierre. Que fera l'ancien maire du Cannel? En principe son électorat se détourne du communisme; s'il se retire, il y a toutes les chances qu'une grande partie de ses voix se reporte sur Thierry. Enfin, c'est un communiste qui est en tête de la gauche. L'électorat respectera-t-il la discipline de vote? radicaux et socialistes soutiendront -ils de leurs suffrages le candidat communiste? Le succès de l'une ou l'autre formation n'est pas évident, la décision de Jeanpierre étant capitale.

Le lendemain du scrutin, tout le monde triomphe. Le Petit Niçois célèbre le succès. "L'incontestable victoire des gauches consacre le triomphe de nos idées et de nos doctrines. Jean Médecin et Baréty sont élus à une imposante majorité. Barel, Torres, Garino, Jonas sont en tête des candidats de la gauche dans les autres circonscriptions"<sup>45</sup>.

L'Eclaireur n'est pas en reste: "Nice et les Alpes-Maritimes ont voté national"<sup>46</sup>. La droite vante les succès de Médecin et de Baréty et déclare: "Les résultats des Alpes-Maritimes sont favorables aux idées nationales. Les candidats nationaux sont élus ou arrivent en tête des ballottages, c'est un échec pour le communisme"<sup>47</sup>.

Ces commentaires sont pour le moins étranges. Il est exact que les candidats de droite sont en tête des ballottages: dans la troisième circonscription de Nice Vidal-Revel avec 5486 voix l'emporte sur Virgile Barel (4684 voix) dans la quatrième circonscription c'est Hennessy (7625 voix) qui devance Torres (5250 voix). Dans la première circonscription de Grasse Fayssal (5054) mène devant Jonas (2509) et on a vu que dans la seconde Thierry devance Pourtalet. Mais que penser du Petit Niçois qui affirme que Garino est en tête de la gauche dans la seconde circonscription de Grasse? N'est-ce pas prendre ses désirs pour des réalités? Tout donne l'impression que la rédaction du Petit Niçois, persuadée à l'avance du résultat, n'a guère regardé les chiffres de très près. Que penser surtout de la satisfaction réciproque des deux journaux à propos des succès de Médecin et de Baréty? Aucun de ces deux candidats ne se présente sous l'étiquette Front populaire. Certes, ni l'un ni l'autre n'appartient à la droite autoritaire, mais tous deux ont cependant été élus contre des candidats, de gauche. Curieux journal que ce Petit Niçois qui applaudit la victoire de deux de ses adversaires supposés qu'il essaie de "récupérer" pour ses lecteurs. Plus saine est l'attitude de l'Eclaireur qui déclare: "En face de 7500 voix du Front commun, les candidats nationaux réunissent plus de 10.000 suffrages, majorité imposante. Le candidat unique doit dimanche prochain faire sur son nom la démonstration que la circonscription Cannes-Antibes n'est pas encore mare pour la dictature des Soviets"<sup>48</sup>.

A gauche Garino, avec regret mais loyalisme, retire sa candidature: "Fidèle à la discipline acceptée, je retire ma candidature et je vous demande instamment de porter vos suffrages sur le citoyen Pourtalet candidat du rassemblement populaire qui a été le plus favorisé au premier tour"<sup>49</sup>. Le Petit Niçois contraint et forcé ne peut que faire campagne pour Pourtalet dont il trace un portrait capable d'attirer les plus modérés de ses lecteurs, pour qui le communiste est encore un homme qui a un couteau entre les dents: "Pourtalet, né à Cannes, apparenté à une vieille famille cannoise, les Davaille-Lautier, s'est par la force vies bras établi horticulteur à Golfe-Juan. Il est le candidat tout désigné pour la défense du commerce de notre

---

<sup>45</sup> Petit Niçois 27 avril

<sup>46</sup> Eclaireur 27 avril

<sup>47</sup> Petit Niçois 27 avril

<sup>48</sup> Eclaireur 27 avril

<sup>49</sup> Petit Niçois 27 avril

région. Il sera aussi le défenseur de la paysannerie, de l'horticulture et de la classe ouvrière. Il a aussi cette attitude correcte, polie, des mœurs paisibles, qui font de ce père de famille de par le respect qu'il inspire et l'autorité incontestable qui se dégage de sa personnalité, un homme capable de mener à bien les tâches réelles et difficiles que la prochaine législature et la défense de la région devront résoudre. Vive donc Henri Pourtalet digne représentant de notre pays."<sup>50</sup>

C'est alors que le 1er mai on apprend la candidature de Georges Lillaz pour le second tour. Lillaz qui, après quelques hésitations n'a pas participé au premier tour du scrutin, se lance dans la bataille, poussé par ses amis. Il s'intitule "républicain de gauche, candidat de concentration républicaine et de défense économique". Tout de suite le Petit Niçois prend fait et cause pour cette nouvelle candidature, et commente fort obligeamment les démarches du jeune postulant: "N.G.Lillaz dans sa rapide campagne peut très bien envisager le succès de sa candidature"<sup>51</sup>. La droite se fâche, voyant en celle-ci une 'tenace qui peut faire échouer le colonel Thierry en dispersant les suffrages, alors que la gauche n'a qu'un représentant. Complaisamment, le Petit Niçois relate les altercations de Lillaz et de Thierry et ne résiste pas au plaisir de reproduire in extenso une affiche de Lillaz qui attaque Thierry: "Le colonel se fâche, il a tort. J'ai critiqué sa position politique qui en mettant aux prises l'extrémisme de droite et l'extrémisme de gauche, place les électeurs devant le dilemme communisme ou fascisme?...Dimanche prochain les électeurs renverront dos à dos l'homme des ligues factieuses et le candidat de Moscou"<sup>52</sup>. En même temps on attaque ouvertement Thierry: "Le colonel Thierry par ses attaches avec l'extrême droite est un véritable repoussoir,... en attendant, la candidature Georges Lillaz depuis plus de 8 jours attendue, fait des progrès remarquables et prépare le succès de la concentration républicaine"<sup>52</sup>.

Le colonel Thierry pense qu'il lui faut d'abord empêcher le succès communiste et l'Eclaireur renchérit: "Le maintien de la candidature Lillaz en divisant les voix nationales assurerait le succès des communistes. Les forces nationales doivent se grouper autour d'Albert Thierry"<sup>53</sup>.

Au dernier moment, Lillaz cède et retire sa candidature. L'Eclaireur triomphe: " la route au parti de la révolution est barrée. Le succès d'Albert Thierry est définitivement assuré"<sup>54</sup>.

Le Petit Niçois s'incline: "Nous regrettons que M. Lillaz ait cru devoir céder au raisonnement qui a été opposé à son action. Ce jeune candidat aurait marqué sa place, recueilli pour de futures luttes une indication précieuse, sans que la gauche démocratique soit mise en danger."<sup>55</sup> Cette attitude révèle le fond conservateur du Petit Niçois, qui n'arrive pas à accepter totalement la candidature Pourtalet.

Le samedi 2 mai, la gauche tient une imposante réunion dans le garage de l'hôtel de Castille. Pourtalet, Garino, Cayatte, Philippe Lamour, Virgile Barel, et Vaillant-Couturier prennent tour à tour la parole devant une foule en délire.

Le jour du scrutin, le Petit Niçois durcit sa position: "Demain la victoire des gauches sera complète". L'Eclaireur lance un dernier avertissement "s'abstenir, c'est trahir, votez contre le drapeau rouge".

---

<sup>50</sup> Petit Niçois 28 avril

<sup>51</sup> Petit Niçois 2 mai

<sup>52</sup> Petit Niçois 2 mai

<sup>52</sup> Petit Niçois 2 mai

<sup>53</sup> Eclaireur 2 mai

<sup>54</sup> Eclaireur 3 mai

<sup>55</sup> Petit Niçois 3 mai

## 2) Les résultats du deuxième tour.

17.067 suffrages exprimés, soit 1234 de plus qu'au premier tour, ce qui entraîne un taux d'abstentions de 16%. Partout, sauf à Mouans-Sartoux, les votants sont plus nombreux.

Pourtalet partait avec l'assurance de 7468 suffrages, Thierry avec l'espoir de dépasser les 6450 voix que le désistement de Meinier doit lui donner. De fait, Thierry obtient 7733 voix, soit plus que le total du Front populaire du premier tour, 1333 voix de plus que prévu. Pourtalet va cependant être élu avec 3219 voix, 1051 de plus que ne lui en accordaient les prévisions. Thierry récupère les suffrages de Protais, de Maestroni, et une partie de l'électorat de Jeanpierre qui perd 458 voix au second tour. Pourtalet, par contre, récupère les voix de la plupart des nouveaux votants. Il est certain, aussi, que le maintien de Jeanpierre favorise le candidat de la gauche. Homme de gauche modéré, Jeanpierre ne s'est maintenu que pour faire échec à Thierry. Il est certain que son renoncement aurait très grandement favorisé le candidat de l'union nationale et sans doute assuré son succès. Il est également important de remarquer que Pourtalet gagne plus de 1000 voix par rapport au score global des trois candidats de la gauche au premier tour. Ce millier de voix supplémentaires n'est certes pas l'œuvre de militants communistes ou socialistes. Pour la première fois, l'électorat cannois prend conscience de l'enjeu politique d'une élection: on ne vote pas Pourtalet candidat communiste, on vote pour un communiste qui momentanément est le représentant de la gauche locale, remarquable exemple de discipline et de réflexion de la part d'un électorat qui s'est montré si vénal dans le passé, comme il se montrera des plus versatiles dans l'avenir.<sup>56</sup>

---

<sup>56</sup> Le 4 mai, le Petit Niçois célèbre la victoire, et le titre "la grande victoire républicaine de la démocratie" tient toute la page. Barel, Jonas, sont également élus. Seul Torrès a été battu. Le Petit Niçois ne peut s'empêcher cependant de lancer une dernière pointe: "Pourtalet saura certainement démontrer que les principes du communisme peuvent parfaitement s'accorder avec le souci des exigences de courtoisie et de modération requises par la prospérité de la Côte".

	Inscr.	Votants	Exprim.	Bl.nuls	abst.	Thierry	Keinien	Pour- talet	Jean- pierre	Cayat- te	Lillaz
CANNES	11595	9509	9303	193	2086	4183	7	4129	936	4	41
LE CANNET	1699	1466	1432	12	233	443	..	709	264	1	11
NANDELIEU	515	441	436	5	74	182	1	216	23	..	3
MOUANS Sx	365	275	265	10	90	89	1	161	6	1	7
VOUGINS	668	545	521	20	123	198	1	296	27	..	..
LA ROQUETTE	163	140	137	3	23	64	1	63	10	..	..
THEOULE	126	111	109	2	15	67	..	39	9	..	..
ANTIBES	4938	3830	3710	100	1108	1855	2	1712	113	2	23
VALLAURIS	2122	1706	1680	25	416	581	2	1042	38	..	8
BIOT	329	221	279	7	108	121	..	145	6	1	..
	22520	18244	17877	377	4276	7783	15	8512	1432	9	93
Pourcentage par rapport aux suffrages exprimés:						43,5%		47,6%	8,4%		

Garino compte 14 voix (Cannes 6, Cannet 2, Antibes 3, Vallauris 2, Biot 1),  
Protais 2 voix au Cannet.

\* \* \*

Lucien AUNE,  
Professeur - Cannes.